



## Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

N°14 | Printemps 2014

L'engagement des jeunes en difficulté

---

Manuel Boucher, *Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité*. Paris, L'Harmattan, 2011, 471 pages.

Michèle Becquemin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7830>

ISSN : 1953-8375

### Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

### Référence électronique

Michèle Becquemin, « Manuel Boucher, *Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité*. Paris, L'Harmattan, 2011, 471 pages. », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], N° 14 | Printemps 2014, mis en ligne le 14 janvier 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7830>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

## *Manuel Boucher, Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité. Paris, L'Harmattan, 2011, 471 pages.*

Michèle Becquemin

---

- 1 Cet ouvrage est issu d'un ensemble d'enquêtes de terrain menées, entre 2009 et 2011, par Manuel Boucher et une équipe de chercheurs : Mohamed Belqasmi, Mélina Eloi, Candice Martinez, Marie-Laure Pouchadon. A l'origine, ces travaux, qui ont été soutenus par l'Observatoire National de l'Enfance en Danger, avaient pour objectif d'analyser les transformations des pratiques psycho-socio-éducatives d'aide à la fonction parentale et de protection de l'enfance. Cette recherche s'est déroulée au lendemain de deux réformes : celle de la protection de l'enfance et celle de la prévention de la délinquance (promulguées simultanément le 5 mars 2007). Or ce livre éclaire essentiellement les instrumentalisation politiques de la parentalité. On peut regretter, par exemple, que le processus de déplacement du curseur entre « enfant à protéger » et « parents à soutenir » qui caractérise les recompositions récentes du système de protection de l'enfance soit éludé. L'ouvrage comporte donc un angle mort : celui des transformations concomitantes des politiques de protection de l'enfance et de lutte contre la délinquance juvénile - qui sont pourtant à la base des différents recentrages sur la parentalité.
- 2 La notion de parentalité est appréhendée en introduction par la mise en tension de deux modèles d'action : social/émancipateur et sécuritaire/pacificateur. Le modèle dit d'« émancipation » désigne le soutien social et éducatif apporté aux parents qui rencontrent des difficultés avec leurs enfants, selon une logique de protection ; le modèle dit de « pacification » vise une normalisation des comportements familiaux et sociaux suivant une logique de maintien de l'ordre. Précisons d'emblée que la dimension heuristique de ce travail réside dans l'identification d'un troisième modèle, dit « social/sécuritaire » que Manuel Boucher met en évidence en fin d'ouvrage, à partir des résultats des enquêtes de

terrain présentés en deuxième et troisième parties. On présentera ci-dessous les principaux apports de chacune des trois parties.

- 3 En tout premier lieu, les auteurs soulignent la transformation de la gestion des risques sociaux imputés aux familles défavorisées. Vestige de l'État social, le traitement psychosocial de ces risques cède le pas au contrôle sécuritaire et localisé des mêmes populations. On comprend que, dans les méandres des dispositifs générés par la décentralisation, les acteurs historiques de la protection de l'enfance et de l'action sociale/familiale ne sont pas insensibles aux inflexions sécuritaires de la prévention de la délinquance. Ces derniers situent plutôt leurs actions au carrefour de différentes logiques politiques, institutionnelles, professionnelles, en fonction de leur propre interprétation de la parentalité, hormis quelques actes d'opposition au tout sécuritaire clairement assumés par certains conseils généraux ou par quelques groupes professionnels. Pour caractériser la diversité des positionnements des acteurs ainsi que la grande variété de dispositifs qui se réclament de la parentalité, l'auteur utilise la métaphore de « nébuleuse », un qualificatif qui est assez proche de la critique émise en 2009 par la Cour des comptes à l'égard des politiques de soutien à la parentalité.
- 4 La restitution des données de terrain dans les deux parties suivantes est d'une grande richesse. Les chercheurs ont investigué auprès de différents types d'acteurs dans plusieurs quartiers populaires de trois départements : la Gironde, la Seine-Maritime et le Puy-de-Dôme. L'ouvrage prend par endroits un caractère ethnosociologique. Plusieurs méthodes ont été utilisées par les chercheurs : les entretiens individuels et collectifs, l'observation ainsi que l'intervention sociologique, c'est-à-dire la confrontation de la compréhension des chercheurs aux avis des acteurs concernés, à la façon d'Alain Touraine (1978). Les différents chapitres sont donc nourris d'illustrations, d'observations, d'extraits de carnets de bord et de comptes rendus des interventions sociologiques.
- 5 Trois chapitres présentent d'abord l'analyse des actions répondant au modèle émancipateur : « Soutenir et encadrer les familles populaires » (pp. 46-167). Les quatre suivants sont consacrés au registre de la pacification « Prévenir et pacifier les désordres » (pp. 229-402).
- 6 Concernant le modèle émancipateur, les auteurs décrivent de façon convaincante le caractère multiforme et enchevêtré, lié aux financements croisés, que revêtent les actions de soutien à la parentalité. Concrètement, celles-ci se traduisent par des actions individualisées (aide à domicile, soutien lors d'un placement d'enfant, médiation familiale) et surtout par des actions collectives : lieux d'accueil parents/enfants, groupes de parole, lieux d'écoute, groupes d'accompagnement à la scolarité... Cette prolifération d'initiatives diverses n'est pas sans lien avec les restrictions budgétaires de l'action sociale ; ce secteur trouve encore quelques mannes financières, généralement partenariales, dans les ramifications du parental. Le rôle fondateur et stimulateur des réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (REAPP) semble transversal malgré son bilan mitigé, tandis que la prévention spécialisée (historiquement vouée aux jeunes des quartiers sensibles) investit massivement le parental, tout comme d'autres institutions qui obéissent à ce qui ressemble fort à une injonction. Du coup, chacune travaille la parentalité à sa façon (selon les missions institutionnelles et les professionnalités), le terme étant pour ses « prestataires » imprécis et chargé d'ambivalence, y compris pour ses destinataires : les familles.
- 7 Ces études de terrain montrent également que la confrontation des acteurs historiques de la protection de l'enfance avec les nouveaux acteurs de la parentalité (visant la

prévention de la délinquance) ne manque pas de susciter des réactions de défense idéologique et territoriale, dont par exemple celle de la prévention spécialisée. Des réactions qui sont néanmoins vite étouffées si le principal bailleur de fonds est une municipalité soucieuse de tranquillité publique. Les confrontations qui s'opèrent au travers de dispositifs partenariaux (veille éducative, programme de réussite éducative, etc.) peuvent également produire du compromis, les procédures destinées à garantir le respect de certains principes (anonymat des usagers, confidentialité des échanges...) servant surtout à aménager les susceptibilités des professionnels. Si les consignes sécuritaires sont parfois contournées, la tendance générale du côté des promoteurs du soutien émancipateur va aux arrangements et aux compromis, selon les observations des chercheurs. C'est ici que Manuel Boucher identifie une dérivation de type social/sécuritaire.

- 8 Concernant le modèle pacificateur, les analyses nous entraînent dans un tout autre univers où les acteurs du premier système sont cependant présents (ce qui corrobore l'émergence du modèle social/sécuritaire). La politique de parentalité versus prévention de la délinquance s'appuie sur des dispositifs dont certains sont déjà anciens, les CLSPD (Conseil locaux de sécurité et de prévention de la délinquance), qui peuvent s'élargir en CISP (plan intercommunal), les veilles éducatives, les programmes de réussites éducatives, les stages de citoyenneté, les contrats de responsabilité parentale, les conseils des droits et devoirs des familles, divers types de médiation, etc. Le lecteur curieux de savoir ce que recouvrent concrètement ces intitulés sera largement renseigné par les descriptions du fonctionnement de ces dispositifs, peu explorés jusqu'alors. Si le maire et les élus y jouent un rôle essentiel, on voit aussi apparaître les métiers de la ville : policiers, agent de sécurité, chef de projet, agents sociaux municipaux, médiateurs, qui vont opérer aux côtés des éducateurs et autres travailleurs sociaux de l'action sociale ou de l'animation socioculturelle. La difficulté à mobiliser les parents oblige les responsables à déployer maintes stratégies pour les atteindre et l'extension de la prévention des désordres à la prévention précoce (auprès des 4-6 ans) en est une, lorsqu'elle porte sur des questions de garde et de santé, d'où des liens avec l'action sanitaire et sociale territoriale.
- 9 Le système d'interconnexion entre toutes sortes de dispositifs qui relèvent soit du social (CUCS, CCAS) soit de la sécurité renvoie effectivement à une vision foucaldienne d'une surveillance prête à devenir punitive et dont l'expression est moralisatrice et culpabilisante pour les familles visées. En outre, on est frappé d'un côté, par la facilité avec laquelle les acteurs de l'animation et de l'éducation populaire sont enrôlés dans le contrôle social local et, d'un autre côté, par le sur-engagement des acteurs sociaux (éducateurs, animateurs), qui tiennent à assurer une paix sociale, sans stigmatisation, auprès des jeunes survoltés de quartiers ghettoïsés. Selon les auteurs, ces professionnels du social/local travaillent la parentalité essentiellement pour prévenir les désordres, même s'ils savent que beaucoup de parents n'ont plus de prise sur les jeunes « turbulents » de plus de 16 ans. Ces professionnels imaginent également des moyens de prévenir l'explosion de la colère en tentant de déjouer les projections négatives dont les jeunes font l'objet. Dans l'ensemble, les auteurs montrent que la version sécuritaire de la parentalité cherche à faire l'économie de la compréhension des causes des problèmes sociaux et des moyens à octroyer à l'éducation : elle frise la répression par la menace de sanction et la moralisation. Les conseils pour les droits et devoirs des familles (CDDF) mis en place par certaines municipalités en sont un exemple significatif.

- 10 Toutes ces données sont structurées par des analyses synthétiques transversales. Ainsi la question du gouvernement des familles populaires est-elle présentée comme l'illustration d'un phénomène plus global : la mise à l'épreuve de l'intervention sociale et de ses acteurs historiques par les paradigmes d'une société postindustrielle et postmoderne. L'éclosion du troisième modèle « social/sécuritaire » découle de ces mouvements par effet d'enchevêtrement des pensées et des pratiques. Manuel Boucher rappelle que cette politique qui met la famille au centre du problème des violences et des désordres causés par les jeunes s'inspire des mesures mises en œuvre par Tony Blair en Angleterre. Il souligne comment, en France, les libéraux et les conservateurs se sont appropriés cette pensée politique pour en accentuer la portée moralisatrice et punitive comme en témoigne le rapport Bockel (2010). L'auteur est tout aussi critique à l'égard des politiques sociales d'activation (d'empowerment) : dans les situations étudiées, la dynamique participative est faussée par la finalité de responsabilisation sous-jacente à la mobilisation des parents lorsqu'ils sont « activés » par les travailleurs sociaux ; de plus, la confiance entre usagers actifs et professionnels peut être enrayée par les procédures de contractualisation imposées par les autorités locales.
- 11 Enfin, cette lecture sociologique de l'intervention sociale s'intéresse, en fil continu, aux possibilités de « contre-conduites » au sein d'un système normatif où la moralisation punitive des familles populaires est devenu le mode de régulation dominant. Il s'agit des expressions de résistance, de disqualification du pouvoir, voire des oppositions conflictualisées que les professionnels ou les usagers peuvent manifester. Pour Manuel Boucher, l'expansion des logiques sécuritaires n'est pas inéluctable ; il préconise de dissocier le soutien à la fonction parentale des actions de pacification et d'inhibition de la délinquance. C'est une question de convictions et de conscience politique des acteurs.